

Maintenant, tous les travailleurs sont concernés

Chaque travailleur de ce pays ne peut manquer de se poser la question de ce qu'il doit faire maintenant que la grève partie des cheminots il y a une dizaine de jours, non seulement s'est maintenue aussi solide, mais a commencé à s'étendre, aux autres transports, aux postiers, aux électriciens.

La première des choses que réclament tous les grévistes, c'est le retrait du plan Juppé sur la sécurité sociale. Beaucoup l'ont dit et répété : ils ne font pas seulement grève pour eux, mais aussi pour tous les autres, pour ceux pour qui c'est difficile de faire grève, comme pour les jeunes qui vont suivre. Et c'est la plus belle réponse qu'ils pouvaient apporter à ceux qui les traitent de privilégiés.

La grève, les cheminots ne s'y sont pas jetés tête baissée. Avec des salaires moyens autour de 7000 F net pour le plus grand nombre des sédentaires, travaillant en horaires décalés, seuls et pendant des jours partis de chez eux pour les roulants, ils ont regardé jour après jour si le mouvement avançait, s'ils ne restaient pas seuls, comme ils l'avaient été en 1986.

Comme ceux qui vont encore au travail, ils passent des heures chaque jour pour rejoindre leurs assemblées générales, y discuter de la situation, voter la poursuite de la grève et participer aux actions collectives. Ce sont des cheminots qui ont entraîné les premiers centres de tri postal en grève.

Aujourd'hui, la question se pose très sérieusement de pouvoir faire reculer le gouvernement sur sa dernière attaque contre tous les travailleurs. Le plan Juppé s'en prend à nous tous, puisqu'il prévoit de faire payer 5 milliards aux patrons et 65 milliards aux salariés. Mais si les travailleurs s'y mettaient massivement, il y aura la force de faire mieux que de retirer ce plan, et on pourrait poser toutes nos revendications.

Face à la grève, le gouvernement répète qu'il est hors de question qu'il recule. Mais dans la coulisse, il a décidé de reporter son projet de nous faire aussi les poches par le biais d'une réforme des impôts. Il se pose la question de faire un référen-

dum, cherche des solutions de repli. Mais il ne reculera que si on l'y oblige vraiment.

Il espère encore que le mouvement va cesser de s'enfler lundi, mardi, ou mercredi. Il espère que les premiers grévistes vont s'essouffler. Il sait trop bien que nous sommes tous endettés, au plus près de nos sous, et qu'on a tous peur pour notre emploi.

Mais depuis quinze ans qu'on a baissé la tête, tout accepté au nom de l'emploi, on n'a vu que des coups, des reculs, et l'emploi n'a fait que s'écrouler. Aujourd'hui encore, ils prétendent que c'est pour l'emploi qu'il faudrait rester plus longtemps au travail. Il n'y a pas besoin d'être ministre pour voir que ça ne tient pas debout, que chaque travailleur qui devra rester plus pour avoir droit à la retraite prendra la place à un jeune.

Et puis pourquoi faudrait-il quitter le travail plus usé que nos parents ? Ou est le progrès ? A quoi bon les efforts et les sacrifices passés ? Uniquement à faire que dans ce pays les chefs d'entreprise ont en moyenne un patrimoine privé de 4 millions de francs chacun ? Qui sont les vrais privilégiés si ce n'est ces 10% des Français les plus riches qui détiennent 55% de la richesse du pays ?

Même la télé est aux mains de ces gens-là. Combien de minutes toutes les chaînes réunies ont-elles donné aux grévistes pour s'expliquer ? Notre voix, nous n'avons que la rue et nos poumons pour la faire entendre. C'est eux qui ne nous laissent pas d'autre choix que de nous battre pour rester dignes.

S'il y a un moment où nous devons décider de faire l'effort de relever la tête, c'est aujourd'hui. Nous pouvons tous soutenir la grève et les grévistes. Nous devons tous chercher les moyens de rejoindre les manifestations et la grève.

3/12/1995

L'Ouvrier n° 41

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX